

LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI^e)

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

3^e ANNEE | N^o 52 |

1^{er} JUILLET 1926

NOUVELLES DE LA QUINZAINE

ENCORE UN COMLOT CONTRE LE DIRECTOIRE. — Il s'est produit en Espagne des événements importants dont on n'est pas encore exactement informé. D'après une première version, il s'agissait d'une conspiration tramée par des éléments républicains et libéraux, auxquels se seraient associés des officiers et un ancien ministre de la guerre. Une nouvelle version officielle disait que le complot avait un caractère communiste. Cette version concluait avec une médiocre assurance : « La tentative peut être considérée comme ayant totalement échoué. »

En rapportant ces informations, le Quotidien du 26 juin ajoute : « Ces télégrammes laissent déjà comprendre que le mouvement a été sérieux. Mais par la frontière sont arrivés d'autres renseignements. C'est ainsi que d'après nos informations, il s'agirait d'une entreprise de grande ampleur contre la dictature. A la tête de cette tentative se serait placé le général Aguilera, ancien ministre de la Guerre. Le Directoire aurait fait arrêter le maréchal Weyler, le docteur Maranon, le général Lopez Ochoa, tous deux républicains, et le général Saturnino García. Le maréchal Weyler et le général Aguilera sont deux des chefs les plus connus de l'armée, et l'un et l'autre ont exercé de très hautes charges. MM. Marcelino Domingo et Biarribero, républicains de marque, et M. Benlliure, leur ami, rédacteur à la Libertad, auraient aussi été incarcérés. A première vue, il n'existe aucun lien entre le général Weyler — récemment fait grand d'Espagne — et les leaders républicains, mais il se peut que Primo de Rivera ait voulu profiter des conjonctures pour se débarrasser de ses adversaires de toutes tendances. »

Suivant la Chicago Tribune, la principale pièce à conviction serait un projet de manifeste que les conjurés devaient lancer le 26 juin. Ce manifeste demandait la mise en accusation de tous les membres du gouvernement actuel, la convocation des Cortès et la révision de la Constitution par les représentants qualifiés de l'opinion publique.

Les premiers arrêtés furent les généraux Aguado et Lopez Ochoa, impliqués précédemment dans un autre complot. Leur innocence ayant été établie, ils furent relâchés presque aussitôt. Le nombre des arrestations maintenues est d'environ 200. Une dépêche de Madrid nous apprend que le général Aguilera a été incarcéré à la prison militaire de la capitale.

CONTRE L'ATHÉNÉE DE MADRID. — Dans une ordonnance royale concernant l'Athénée de Madrid, il est dit que cette institution, s'écartant, encore une fois, de ses buts exclusivement artistiques, littéraires et scientifiques, devient de nouveau un foyer de rébellion et de conspiration contre l'ordre public. En conséquence, le gouvernement décide de faire usage de ses pouvoirs discrétionnaires. L'ordonnance nomme un Conseil de direction de l'Athénée, comprenant un président, M. Soto Neguera, et dix membres, dont une femme, M^{me} Clara Campoamor. Ce comité aura les pouvoirs les plus larges ; il sera seul qualifié pour l'admission des membres de la corporation. Toutes les assemblées générales de l'Athénée seront supprimées à l'exception de la réunion réglementaire de fin d'année.

ALPHONSE XIII. — Pendant deux jours, l'oppression de la Catalogne a été l'hôte de Paris. A son arrivée à la gare, Alphonse XIII fut hué. Un journal du matin écrit le 27 juin : « Tandis que le roi d'Espagne quittait le hall de la gare, à 10 h. 45, une bordée de huées, de coups de sifflets s'éleva des rangs de la foule. « A bas le roi assassin ! A bas le dictateur ! A bas les bourgeois ! » Les cris se répétèrent longtemps. La manifestation, déclenchée par un groupe de séparatistes catalans, que la dictature a obligés à fuir, fut appuyée par les travailleurs qui stationnaient autour de la gare. Quelques « patriotes » protestèrent mais ils n'empêchèrent pas la légitime manifestation de se dérouler jusqu'à ce que la voiture qui emportait Alphonse XIII ait disparu. » Le même journal se faisait l'écho du bruit suivant lequel un complot avait été découvert à Paris contre la personne du roi. On disait même que des Espagnols avaient été arrêtés et que la presse avait reçu la consigne de faire le silence. Ce qui est certain, c'est que les séparatistes catalans qui se trouvent à Paris sont très surveillés.

DÉTENUS CATALANS. — M. Joaquim Granados a été détenu pendant plus de quinze jours dans la prison de la Seu d'Urgell, accusé d'avoir fait des manifestations séparatistes. M. Josep Maria Millera est traduit devant les tribunaux pour avoir salué, le 11 septembre dernier, la statue du martyr catalan Casanova ; on le con-

LES CATALANS MARTYRS

L'AFFAIRE DE GARRAF

Le militarisme espagnol est aux prises avec les Catalans. C'est une lutte qui date de siècles. La fameuse affaire de Garraf, dont nous allons parler, n'est qu'un épisode émouvant de cette lutte.

Cette affaire est mal connue. On en a donné plusieurs versions, des informations toujours incomplètes et souvent erronées, surtout dans les détails. Aussi, il est temps d'en faire un récit complet et véridique, ce que nous essaierons de notre mieux.

L'affaire pourtant n'est pas finie. La sentence prononcée par le Conseil de Guerre de Barcelone (29 avril-1^{er} mai) n'ayant pas été approuvée par les autorités, le procès devra être revu. Mais il est nécessaire de donner d'ores et déjà un aperçu complet de l'affaire, n^o rapportant, comme nous le faisons, que des faits authentiques ressortant de ce qui a été publiquement dit au cours du procès et de ce qui a été publié par la presse de Barcelone, avec l'autorisation de la censure espagnole. Ce sont là nos seules sources d'information.

a) Quelques antécédents. — Le Roi contre la Catalogne.

Ce n'est pas un secret pour personne : Alphonse XIII n'a jamais négligé aucune occasion pouvant démontrer ses profonds sentiments anticatalans. Avant l'événement de la dictature militaire, il cachait ses véritables sentiments sous des phrases ambiguës et des promesses qu'il n'a jamais voulu tenir, comme celle qu'il fit lors de son premier voyage à Barcelone. A ce moment il dit que, en tant que roi d'Espagne, il promettait à ses sujets catalans de parler catalan la prochaine fois qu'il leur rendrait visite. Cette promesse royale a été gravée sur une table de pierre au même endroit où elle fut faite, soit à l'Institut Agricole Catalan, mais elle n'a jamais été tenue.

La visite à l'Exposition Internationale du Meuble, en décembre 1923, quelques semaines après le coup d'Etat de Primo de Rivera, offrit au roi espagnol l'occasion de manifester ses véritables sentiments envers la langue catalane. S. M. se brouilla bruyamment avec le président du gouvernement local, dit la Mancomunitat de Catalogne, avec l'archevêque de Tarragone, chef de l'Eglise catalane et avec ses propres gentilshommes ; il se brouilla même avec les exposants chaque fois qu'il remarquait des enseignes rédigées en catalan.

Primo de Rivera a maintes fois confié à ses amis, — et ceux-ci n'ont pas manqué de le répandre dans toute la Catalogne, — que beaucoup des ordres draconiens contre le drapeau, la langue et les institutions catalanes, donnés dans le décret dit de répression du séparatisme et qui date de 1923, sont dus à l'initiative personnelle du roi.

Lorsque toutes les sociétés d'un caractère purement social et intellectuel de la Catalogne ont adressé au roi, en décembre 1923, lorsqu'il revenait de son voyage à Rome, un message au ton très modéré où on lui demandait de respecter la langue et le drapeau catalans, Alphonse XIII ne daigna pas répondre. Il en chargea Primo de Rivera et celui-ci répondit au nom du roi, en un document qui fut approuvé par S. M., dans lequel les impudences et le dédain contre la Catalogne et sa langue contrastaient avec le ton emprunté par les sociétés catalanes.

En outre, le roi d'Espagne eut l'occasion de manifester d'une façon publique et officielle et qui ne laisse l'ombre d'un doute, ses véritables sentiments envers la Catalogne, dans l'historique discours qu'il prononça le 20 mai 1924, dans la salle Saint-Georges du Palais de la Députation, devant tous les maires de la Catalogne que venait de nommer le Directoire, en substitution des maires élus par le suffrage et supprimés par le Directoire. Dans ce discours, Alphonse XIII loua toutes les mesures prises par son ancêtre Philippe V contre la Catalogne, en disant qu'elles furent prises pour le bien de l'Espagne et de la Catalogne. Et il ajouta : « Rappelez-vous que c'est un Bourbon qui vous parle, un petit-fils de Philippe V, et que si l'occasion se présentait, il est disposé à agir ainsi que son aïeul. »

On se rappellera que Philippe V fut le roi espagnol qui, après une longue guerre, prit Barcelone d'assaut en 1714, et proclama, dans le fameux Décret, dit de « Nova Planta », son droit de conquête sur la Catalogne.

damne à la peine de dix-huit mois de prison. M. Pere Oro Ricart, détenu à Barcelone, est accusé d'avoir injurié le roi. Il est également poursuivi comme séparatiste.

PUNIS POUR AVOIR JOUÉ EN FRANCE. — L'orchestre La Principal est arrivé à La Bisbal, près de Gérone, de retour de sa tournée artistique en France. Dès qu'il est arrivé, le directeur et tous les musiciens qui le composent ont été punis d'amende, pour avoir joué en territoire français, à Paris comme à Toulouse, la sardane La Santa Espina, que le Directoire a défendu en Catalogne. La Santa Espina, que l'auditoire de la Salle Gaveau écroula debout, est l'une

Il ne faut pas oublier, en plus, pour comprendre tout le sens de cette attitude du roi d'Espagne, que non seulement il est des raisons capitales pour croire que le pronunciamiento du 13 septembre fut préparé, d'accord avec lui, par le général Primo de Rivera, mais encore qu'il a manifesté publiquement, aux débuts du Directoire, qu'il était identifié avec ce régime de force qui lui permettait de gouverner autocratiquement. On en a la preuve dans le discours qu'il adressa à la garnison de Barcelone, en décembre 1923, au palais du gouvernement militaire : « Il y a deux ans, aux Planes, dans la banlieue de la capitale catalane, je me suis adressé à la garnison de Barcelone ; mon discours fut très discuté, car d'après ce que je sus, tout le monde n'y était pas d'accord. Personne ne croyait alors que l'Espagne nous suivrait et j'étais, moi, le premier à en douter. Aujourd'hui je suis convaincu que la garnison et le peuple me donnent raison... Aujourd'hui l'Espagne se trouve sur le chemin de son salut... Roi, armée et patrie nous devons être unis et accomplir notre devoir. Nous jouons la dernière carte de l'avenir de l'Espagne. Il nous faut vaincre. L'armée joue cette carte et elle ne peut pas perdre. »

Le roi espagnol prend, on le voit, une violente position anticatalane ; la Constitution de l'Etat n'est plus en vigueur ; le monarque prend en ses mains, avec le timon de l'Etat, la responsabilité de ses actions, et il se déclare identifié avec la dictature de l'armée espagnole, cette armée qui acquiert en Catalogne le caractère d'une armée d'occupation. Il n'est donc pas étonnant que se reportant aux propres paroles du roi et à ses propres actes, les Catalans voient dans Alphonse XIII la plus haute représentation de l'esprit espagnol, qui a causé tous les malheurs de la Catalogne.

Personne ne sera surpris que, réciproquement aux sentiments anticatalans du roi d'Espagne, il existe actuellement en Catalogne un sentiment hostile au monarque. C'est de ce double courant de haines, mis à profit par la police espagnole d'une façon criminelle, qu'ont été victimes les malheureux accusés de Garraf.

b) Détentions et perquisitions.

En 1925, pendant le séjour du roi à Barcelone — où, il faut le reconnaître, il fut reçu par le peuple avec une froideur glaciale — la police procéda, le dimanche 31 mai, à la détention de tous les touristes qui se trouvaient aux environs de la gare de Garraf, petit village sur la ligne du chemin de fer de Barcelone-Madrid, par laquelle le roi et sa suite devaient retourner à la cour peu de jours plus tard.

On fit quelque 200 détentions. Tous ces détenus furent incarcérés. La police se refusa à donner leurs noms et à fournir des renseignements aux familles inquiètes, qui se présentaient à la Jefatura, ignorant ce qui se passait. Une dame respectable se présenta au commissariat en quête de nouvelles de son fils. On lui répondit : « Ne vous en faites pas, madame, votre fils a dû s'enfuir avec sa fiancée et il vous apportera un petit-fils ! »

Parmi les détenus, il en fut quelques-uns qui furent accusés par la police d'avoir placé une bombe dans un des nombreux tunnels de la voie ferrée, laquelle bombe devait faire explosion au passage du train royal. Le groupe des accusés était formé par les jeunes nommés Marcell Perelló, Emili Garnier, Francesc Ferrer, Antoni Argelaguet, Ramon Fabregat et un certain Juan Talavera.

Lorsqu'ils furent détenus dans la gare de Garraf, ils furent immédiatement attachés par des menottes et férocement battus. Afin de poursuivre leurs bastonnades plus commodément et sans être vu de personne, les policiers enfermèrent Francesc Ferrer dans les water-closets de la gare et là on continua à le battre jusqu'à ce que le chef de gare forçât les policiers à cesser leur travail, en leur disant qu'il ne tolérerait que là, dans la gare, où il avait toute autorité, on tourmentât un jeune homme d'une pareille manière.

Les jours suivants, la police fit des perquisitions chez beaucoup de personnes marquantes ayant une signification dans le mouvement patriote catalan. On perquisitionna aussi dans le domicile de nombreuses sociétés. La police accomplissait ces perquisitions pendant la nuit, entre minuit et deux heures du matin.

Parmi les maisons qui furent perquisitionnées, il est celles de personnes très connues et très estimées à

des plus remarquables sardanes du compositeur Morera. En plus de l'amende dont ils ont été frappés, les musiciens de La Principal se sont vus privés de leurs passeports, de façon qu'ils ne pourront désormais plus jouer dans le midi de la France, où ils avaient déjà pris quelques engagements.

CONSEILS DE GUERRE. — Les accusés d'avoir voulu prendre d'assaut, au moment des événements de Vera, une caserne de Barcelone, seront bientôt traduits devant un Conseil de Guerre. M. Oscar Perez Solís et dix autres détenus seront également traduits devant un tribunal militaire pour excitation à la rébellion.

Barcelone, entre autres celles de M. Puig i Cadafalch, architecte, ancien président de la Mancomunitat de Catalogne ; celle de M. Bofill i Mates, avocat, ancien vice-président de la Mancomunitat (le domicile de M. Bofill fut envahi par une foule de policiers qui bouleversèrent tout, malgré l'état de M^{me} Bofill, tellement souffrante qu'elle mourait quelques jours après) ; celle de M. Pere Rabola, ancien député aux Cortès ; celle de M. Marti Esteve, ancien conseiller municipal et directeur du grand journal catalan La Publicitat ; celle de M. Pere Manent, ancien président de l'Union Catalaniste, etc.

Toutes ces perquisitions ne donnèrent aucun résultat. Et elles ne se réalisèrent pas sans causer certains dommages. Les collections d'histoire naturelle du « Club Muntanyenc », qui est une société scientifique, furent très sérieusement endommagées. Plusieurs même furent détruites. On dit même que chez un ouvrier perquisitionné, la police trouva dans un livre un billet de 50 pesetas. On déclara le livre séditionnel et on le garda avec le billet. Un cas pareil se serait produit chez un autre ouvrier, avec la seule différence que le billet était de 100 pesetas.

Comme suite à ces perquisitions, la police pratiqua plusieurs détentions sous les prétextes les plus futiles ; ainsi M. Vicens Colomer, 27 ans, fut détenu du 5 juin au 2 juillet, parce qu'on trouva chez lui des livres d'histoire et de littérature catalanes ; M. Jaume Pallàs, 30 ans, pour posséder des livres pareils, entre autres l'« Histoire des mouvements nationaux », de Rovira i Virgili ; M. Josep Folch, pour posséder des poèmes catalans, des dessins et un bonnet catalan ; M. Ramon Peypoch, ingénieur chimiste, pour avoir écrit une lettre aux tons patriotiques, en 1923 ; M. Mateu Sust i Pagès, ingénieur, fut également écroué du 5 juin au 2 juillet pour être possesseur d'un portrait d'Anatole France (!) ; M. Josep Montus, instituteur, pour posséder un manifeste catalan daté de 1918.

Parmi les nombreuses détentions réalisées pendant ces jours de terreur, quelques-unes furent maintenues, la police ayant cru devoir les rattacher à celles réalisées dans la gare de Garraf. Les détenus en question étaient : Miquel Badia, Jaume Compte, Josep Garriga, Jaume Julià, et finalement Deogracias Civit, arrêté dans le village de Vall-lebrera.

Ces cinq détenus, plus ceux qu'on avait arrêtés à Garraf (exception faite de Juan Talavera Montes, dont nous parlerons plus tard), ont été ceux qu'on a traduits devant un conseil de guerre, accusés de rébellion.

c) L'agent provocateur.

Nous avons vu comment furent arrêtés dans la gare de Garraf les jeunes touristes qu'on accusait d'avoir placé dans le tunnel une bombe destinée au train royal. Ils étaient six et, parmi eux, un nommé Juan Talavera Montes. Quant à ce nom-là et à un autre nom, comme celui de Juan Talavera Rius, qu'il donna à la police au moment d'être détenu et en présence de ses compagnons, il est de fortes raisons pour croire qu'il est un nom d'emprunt.

La conduite de la police vis-à-vis de ce jeune homme pendant les quelques heures qu'il fut détenu fut réellement déconcertante. Pendant que les cinq autres étaient enfermés dans les cachots de la préfecture, le soi-disant Talavera resta au bureau du secrétaire du préfet, M. Celestino Ortiz, où on lui servit gentiment à manger.

Il fut remis en liberté, sans qu'on lui prit aucune déclaration et sans que la police essayât de justifier sa libération. Il ne reste dans l'enquête aucune autre trace de lui. Lorsque, plus tard, comme il est dit dans l'instruction, le juge demanda à la police des informations sur cet individu, elle se borna à répondre qu'elle soupçonnait que ledit Talavera avait passé la frontière.

On a, comme on le voit, toute raison de croire que la personne se cachant sous le faux nom de Juan Talavera n'est que l'agent provocateur dont la police se servit pour induire les détenus à se rendre à Garraf.

d) La torture, procédé judiciaire.

On a toujours accordé plus ou moins de crédit aux bruits qui ont toujours été inventés sur les tourments dont les détenus politiques sont l'objet, dans la pauvre Espagne. Les syndicalistes auraient singulièrement bénéficié de ces mauvais traitements. Mais il était difficile de prêter foi à ces bruits, car on ne pouvait pas les prouver. Ce n'est pas le cas des patriotes catalans détenus pour l'affaire de Garraf. Il existe des preuves de leurs tourments ; ils les ont avoués devant le juge ; les avocats défenseurs les ont pris comme base de leur défense. Les membres du tribunal du conseil de guerre n'en ont pas tenu compte, mais ils n'ont pas osé les démentir. Les tortures et tous les actes que nous allons rapporter, réalisés par la police espagnole contre les patriotes de Garraf, sont absolument véridiques. Il en existe des preuves authentiques. Ils donnent la mesure des procédés sauvages utilisés à l'heure présente contre les Catalans. Ces procédés sont pareils à ceux dont l'Espagne traditionnelle s'est toujours servie contre les peuples qu'elle a dominés.

Dès que les détenus de la gare de Garraf (on se souvient que des six détenus, un, Talavera, l'agent provocateur de la police, fut aussitôt relâché) furent arrivés à Barcelone, on les amena à la Jefatura de police. L'un des cinq détenus, Francesc Ferrer, avait été déjà maltraité comme on l'a vu, à la gare même. Les cinq prisonniers furent immédiatement écroués dans de lugubres cachots existant au sous-sol de la Jefatura.